

Interconnexion AQUIND : Demande d'Exemption

Questions 2.a-d relatives à la condition (f) de l'Article 63(1) concernant les aspects financiers liés au projet

Sommaire

1	QUESTIONS DES ARN	3
2	JUSTIFICATION DU TAUX D'ACTUALISATION D'AQUIND (2.A) ET DU SEUIL DE PARTAGE DES REVENUS (2.D) 4	
2.1	EXEMPLES COMPARABLES DE TAUX DE RENDEMENT REQUIS.....	6
2.1.1	<i>Décision d'Exemption d'ElecLink (2014)</i>	7
2.1.2	<i>Régimes « Cap and Floor » et BAR (Base d'actifs régulés) IFA2</i>	8
2.1.3	<i>Analyse de [REDACTED]</i>	9
2.2	AUTRES FORMES DE PARTAGE DES REVENUS - FISCALITÉ	11
2.3	LE SEUIL DE PARTAGE DES BÉNÉFICES PROPOSÉ PAR AQUIND (2.D)	12
2.3.1	<i>Projet IRR.....</i>	14
2.3.2	<i>Taux de rendement des capitaux propres de la Partie exemptée et TRI</i>	14
2.3.3	<i>Taux de rendement des capitaux propres du projet total</i>	15
2.3.4	<i>Mécanisme d'exploitation du seuil de partage des revenus</i>	17
2.4	INCIDENCE SUR LES CRITÈRES (B) ET (F) DE L'ARTICLE 63	17
3	DURÉE DE L'EXEMPTION (2.B).....	19
3.1	COHÉRENCE DES RÉGIMES DE RÉGULATION ET FINANCEMENT EFFICACE	19
3.2	COHÉRENCE AVEC LE PRÉCÉDENT	20
3.3	AMORTISSEMENT ACCÉLÉRÉ POUR RÉDUIRE LE RISQUE DE PROJET	21
3.4	IMPACT SUR LA CONDITION (F)	21
4	VALEUR RÉSIDUELLE (2.C)	22
APPENDIX A	TAUX DE RENDEMENT DES INFRASTRUCTURES RÉGLEMENTÉES DU ROYAUME-UNI ET DE FRANCE.....	24
APPENDIX B	LETTRE DE ROLAND BERGER.....	27
APPENDIX C	[REDACTED]	28
APPENDIX D	[REDACTED]	29
APPENDIX E	CALCUL DE L'ACB 2049 - 2063	30

2 Justification du Taux d'actualisation d'AQUIND (2.a) et du seuil de partage des revenus (2.d)

AQUIND est en train de s'engager avec les prêteurs et les investisseurs dans le cadre de la stratégie de financement du projet. Les arrangements réglementaires du projet étant toujours assujettis à une décision réglementaire, la conclusion de ces discussions dépend de cette décision. Néanmoins, sur la base du précédent cycle d'engagement mené par [REDACTED] et comprenant désormais [REDACTED] AQUIND peut fournir une analyse plus détaillée des taux de rendement estimés ainsi que de nos propositions pour un taux de rendement approprié pour le projet et le seuil auquel il serait commercialement viable de commencer le partage des revenus. Étant donné que la question du taux de rendement présumé est étroitement liée à la question concernant le seuil de partage des revenus, nous avons combiné les réponses aux deux questions ici.

Le coût des apports en capital, utilisé dans le modèle financier d'AQUIND (Pièce 3), est indicatif et fondé sur l'évaluation des paramètres possibles. Ces apports constituent un point de départ pour le modèle financier afin d'examiner les coûts de financement potentiels du projet.

[REDACTED]

- ▶ [REDACTED]
- ▶ [REDACTED]

Dans les paragraphes suivants, nous expliquons les chiffres présentés dans le modèle financier original d'AQUIND. Toutefois, à la lumière des questions des ARN, nous expliquons également, en référence au modèle financier mis à jour d'AQUIND, notre position sur le Taux d'actualisation approprié, jointe à ce dépôt.

[REDACTED]

[REDACTED]

De plus, bien que les autorités de régulation évaluent généralement les projets réglementés à l'aide d'une estimation du CMPC (Coût moyen pondéré du capital), l'utilisation d'une approche fondée sur le CMPC nécessite un certain ajustement lorsqu'il est utilisé dans le cadre du financement de projets.

Nous soulignons encore une fois qu'AQUIND ne sera soumis à aucune souscription réglementaire en France et par conséquent, les utilisateurs du réseau français ne sont pas confrontés à des coûts de financement, tandis que la France bénéficie de son exportation d'électricité au profit des producteurs français et indirectement des consommateurs français ainsi que des recettes fiscales directement d'AQUIND.

PRIVÉ ET CONFIDENTIEL

2.1 Exemples comparables de taux de rendement requis

Selon l'Article 63(1)(b) du Règlement (CE) 2019/943, le rôle de l'Exemption est de permettre un investissement, mais le degré de risque du projet est « *tel que l'investissement ne serait pas effectué si l'Exemption n'était pas accordée* ». Pour évaluer cette demande, il est important de noter que pour AQUIND, il n'existe pas de régime d'investissement alternatif disponible en France et qu'en effet sur la base de la législation française actuelle, le projet ne serait possible que sur la base d'une Exemption en vertu de l'article 63 (1)(b) et de la Délibération du 29 mars 2012.

Une caractéristique clé d'un projet d'Interconnexion est que, bien que les coûts en capital du projet soient raisonnablement certains, l'ampleur des revenus que le projet pourrait tirer de la vente de la capacité au cours de sa durée de vie utile de 40 ans ou même sur la période d'Exemption de 25 ans est encore incertaine. En outre, dans une très large mesure, l'ampleur des revenus gagnés dépend de facteurs totalement hors du contrôle de l'investisseur tels que l'évolution du stock de capital de production en Grande-Bretagne et en Europe continentale, les prix du carburant, la demande, les changements de politique, etc., sur une très longue période. Par conséquent, le taux de rendement global probable d'un projet d'interconnexion proposé est incertain.⁴

Un point clé à noter est que ces incertitudes existent, quel que soit le régime de régulation en place. L'impact principal du régime de régulation est simplement d'attribuer les risques entre les différentes catégories d'intervenants. Dans le cadre du régime de régulation français type IFA2, les risques sont largement liés aux utilisateurs du réseau français, alors que l'investisseur est assuré d'un rendement (presque) fixe sur les actifs. Dans le cadre d'un régime « Cap and Floor » britannique, le risque est partagé entre les utilisateurs du réseau et l'investisseur. Dans le cadre d'une procédure d'Exemption, l'investisseur assume tous les risques.

Respectivement, les interconnexions réglementées présentent un risque d'investissement faible et les interconnexions exemptées présentent un risque d'investissement élevé. Sachant que les investisseurs ont besoin d'un rendement proportionnel aux risques auxquels ils sont exposés, il s'ensuit qu'une interconnexion faisant l'objet d'une Exemption exigerait un rendement plus élevé que l'interconnexion réglementée. C'est le cas pour AQUIND.

AQUIND s'attend à réaliser des profits raisonnables en exploitant l'interconnexion proposée. Les « bénéfices normaux » ont été définis, par exemple, par l'autorité de la concurrence du Royaume-Uni, comme « *le niveau de bénéfices nécessaires à une entreprise pour offrir un rendement suffisant aux bailleurs et aux actionnaires qui lui fournissent un financement. Ce taux de rendement est appelé « coût du capital » de l'entreprise.* ».⁵

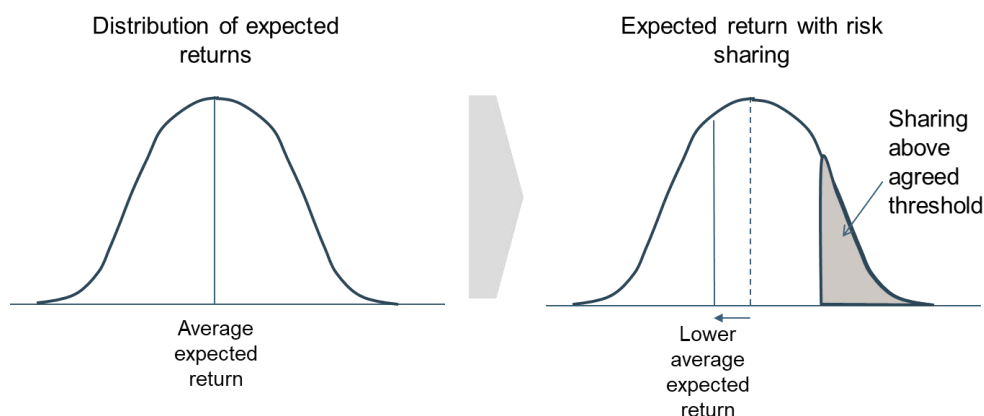
La Demande d'Exemption d'AQUIND comprend une proposition de seuil de partage des bénéfices. Il s'agit d'une proposition volontaire d'AQUIND et techniquement, ce n'est pas une exigence formelle de l'Article 63. AQUIND n'est pas en situation de monopole car il existe d'autres Interconnexions en fonctionnement et en projet à la frontière franco-britannique. Les échanges commerciaux d'Aquind se feront sur la même base que les projets réglementés IFA et IFA2. AQUIND propose ce seuil de partage afin de fournir aux utilisateurs et aux consommateurs du réseau français une source potentielle d'avantages économiques en plus des avantages de surplus économique et social et des

⁴ Délibération de la CRE du 6 février 2020 portant décision sur la demande de dérogation de la société Pi.Sa.2 en application de l'article 63 du règlement (UE) 2019/943 du 5 juin 2019 sur le marché intérieur de l'électricité, Avis, p. 21.

⁵ Autorité britannique de la concurrence, 2004, Évaluation de la conduite. Paragraphe 2.9

recettes fiscales françaises, tout en maintenant l'incitation pour le projet à rester opérationnel. D'autre part, cela abaissera en conséquence le rendement réel attendu du projet, car, essentiellement, il y a maintenant une probabilité réduite de rendements élevés pour l'investisseur, mais sans changement dans la probabilité de faibles rendements – comme le montre la Figure 1.

Figure 1. Répartition des rendements



Pour lever tout doute, AQUIND ne prévoit pas nécessairement de réaliser les niveaux de profit qui déclencheraient le seuil de partage des recettes au cours de la période d'Exemption. Au contraire, la proposition volontaire de partager ces bénéfices vise à fournir une forme de mécanisme d'assurance au cas où les circonstances pertinentes du marché changeraient de manière significative, de sorte qu'AQUIND gagnerait des revenus étonnamment élevés. Cette proposition volontaire garantit que la Demande d'Exemption est proportionnelle et tient compte de la possibilité que les revenus de congestion soient beaucoup plus élevés que prévu et nécessaires pour fournir un taux de rendement adéquat.

En conséquence, nous suggérons respectueusement qu'il serait approprié de commencer à partager les bénéfices après qu'un investissement initial en capital dans la Partie exemptée du projet a été remboursé avec un rendement approprié. Si ce niveau de partage des bénéfices est fixé trop tôt dans le cycle de vie du projet, ou de manière agressive, ou si les conditions de son fonctionnement sont trop onéreuses, les investisseurs n'investiront pas dans le projet car les risques seront de plus en plus asymétriques. Il échouera à l'objectif de l'Exemption de permettre la réalisation de l'investissement et des avantages du projet.

2.1.1 Décision d'Exemption d'ElecLink (2014)

AQUIND, lors de la préparation de la Demande d'Exemption, a cherché à savoir s'il existait des précédents pertinents pour demander une Exemption semblable à celle demandée par AQUIND.

Nous croyons que le précédent le plus proche disponible en l'espèce est la décision d'Exemption ElecLink, même s'il y a certaines différences. Les deux projets ont été lancés sans l'appui des gestionnaires de réseaux de transport (GRT) nationaux. Toutefois, ElecLink s'est vu accorder une Exemption qui lui donnait le droit de placer sur le marché des contrats de capacité à long terme, pouvant apporter une certaine sécurité de financement et agir effectivement comme une forme de souscription commerciale. Dans la pratique, ces contrats à long terme agissent comme un « plancher virtuel » sur le montant des revenus de congestion qu'ElecLink est susceptible de gagner, et créent donc un obstacle aux risques à la baisse auxquels sont confrontés les investisseurs du projet. En outre, AQUIND sera mis en service plusieurs années après ElecLink et rejoindra un marché plus compétitif.

De plus, [REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

De plus, [REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

Ce qui précède démontre que les risques à la baisse d'AQUIND liés aux revenus et aux coûts de la congestion concernant la Partie exemptée sont sensiblement plus élevés que les risques à la baisse d'ElecLink et que le recouvrement par AQUIND de ses coûts d'immobilisations et d'exploitation n'est pas garanti. Le montant du risque à la baisse est, à son tour, un facteur pertinent pour les investisseurs dans l'examen du taux de rendement dont ils ont besoin pour être disposés à prendre ce risque supplémentaire. Dans l'attente, les investisseurs ne seront disposés à prendre un risque de baisse supplémentaire si cela est suffisamment compensé par le potentiel de hausse.

2.1.2 Régimes « Cap and Floor » et BAR (Base d'actifs régulés) IFA2

L'IFA2 a obtenu l'Évaluation finale du projet pour le régime « Cap and Floor » britannique en 2018⁸ et un statut réglementé en France en 2017.⁹ En termes de taux de rendement, le régime « Cap and Floor » était fondé sur les paramètres suivants :

- ▶ Taux de rendement autorisé au plancher (floor) de -0,21 % (réel, après impôt)
- ▶ Taux de rendement autorisé au plafond (cap) de 8,10 % (réel, après impôt).

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

⁷ Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 6 mars 2014 portant décision sur la demande de dérogation de la société ElecLink Ltd en application de l'article 17 du règlement (CE) n° 714/2009 du 13 juillet 2009 concernant une interconnexion entre la France et la Grande-Bretagne, Annexe 1, H).

⁸ Ofgem (2018), [lien](#).

⁹ Délibération CRE (2017) de la Commission de régulation de l'énergie du 2 février 2017 portant décision sur le projet d'interconnexion « IFA2 ». [Lien](#).

Le taux de rendement des capitaux propres a été déterminé à l'aide du CAPM (Capital asset pricing model, Modèle d'évaluation des actifs financiers), sur la base de :

- ▶ Taux sans risque de 1,6 % (réel, après impôt),
- ▶ Rendements totaux du marché de 7,20 %,
- ▶ Ajustement du RPI au Royaume-Uni de 0,4 %,
- ▶ Bêta des capitaux propres – 1,25 tel que calculé pour les actions comparables les plus appropriées – les actions DRAX cotées en bourse ont ensuite été adoptées par l'Ofgem pour tenir compte du risque encouru par une interconnexion réglementée au niveau du plafond.¹⁰

En France, l'IFA2 est soumise à un régime BAR modifié, basé sur TURPE5, avec incitations et sanctions. RTE développe le projet IFA2 en partenariat avec NG IFA2 Ltd, filiale de l'opérateur britannique du réseau de transport National Grid Electricity Transmission plc (Réseau national de transport d'électricité). Une coentreprise constituée en société, détenue à parts égales par RTE et NG IFA2 Ltd, effectuera les travaux de construction de l'Interconnexion IFA2. Son exploitation sera gérée par une coentreprise non constituée en société entre RTE et NG IFA2 Ltd. Les sanctions exposent RTE dans une certaine mesure au risque de retard et de dépassement de coûts. Toutefois, étant donné que RTE est une entreprise entièrement réglementée qui est financée par les tarifs imposés aux utilisateurs du réseau, la nature des risques ou des incitations établies pour elle serait plus théorique que réelle. Néanmoins, le taux de rendement nominal avant impôt a été établi à 9,7 % et le taux réel après impôt – 4,6 %.

2.1.3 Analyse de KPMG

Parallèlement à la présentation de la Demande de CBCA 2019, AQUIND a présenté un rapport préparé par KPMG sur les changements nécessaires au régime « Cap and Floor » britannique et au BAR en France pour permettre aux promoteurs autres que des GRT (Gestionnaires de réseau de transport) d'investir dans de nouvelles interconnexions (jointes à l'Annexe C). Bien que le rapport se concentre sur les régimes régulés, certaines de ses conclusions et commentaires reçus de la part d'un certain nombre de fournisseurs de titres de créance et d'investisseurs en fonds propres demeurent pertinents pour cette Demande d'Exemption.

Nous résumons ici les principales conclusions de KPMG ainsi que la liste d'exemples de taux de rendement des capitaux propres pour divers types de projets d'infrastructure réglementés à l'Annexe A.

¹⁰ En 2014, au moment de l'introduction du régime « Cap and Floor », l'Ofgem a proposé de « *fixer le bêta des capitaux propres à 1,25 sur la base de notre évaluation du risque au plafond (nous considérons que cela est similaire au risque auquel fait face un producteur indépendant)* ». L'Ofgem a également expliqué que cela était basé sur « *le bêta des capitaux propres réadapté de Drax en tant que producteur indépendant* ». Ofgem (2014) The regulation of future electricity interconnection: Proposition de mise en place d'un régime « Cap and Floor » pour les projets à court terme.

Figure 2. Rendement des capitaux propres dans les projets d'infrastructure réglementés en Grande-Bretagne (nominal, après impôt)

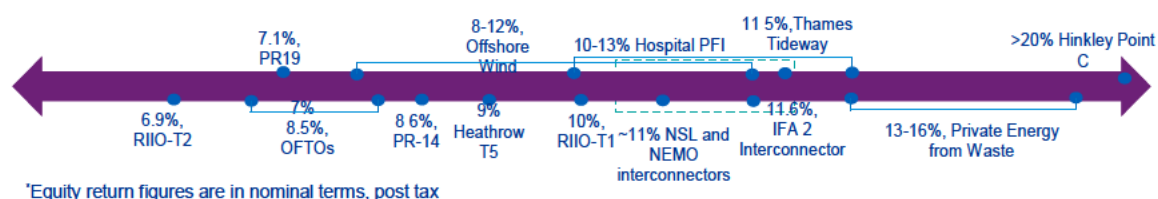
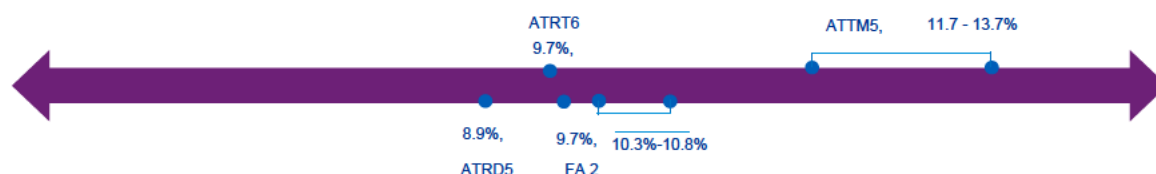


Figure 3. Rendement des capitaux propres dans les projets d'infrastructure réglementés en France (nominal, après impôt)



2.1.3.1 Différence structurelle

Le régime ou les arrangements de régulation doivent tenir compte des différences structurelles entre AQUIND et les autres investisseurs GRT. En particulier, AQUIND n'est pas un GRT avec un bilan important soutenu par des revenus réglementés et est en fait une entité à projet unique. Le financement de projets, la dette sans recours garantie par les revenus futurs est l'approche la plus viable pour s'assurer que l'investissement a lieu. Respectivement, il existe un lien étroit entre la sécurité des revenus et la bancabilité du projet. L'approche actuelle proposée par AQUIND assurerait la dette dans une proportion qui correspondrait approximativement ou serait légèrement inférieure à la partie du projet assujettie régime « Cap and Floor », tandis que la Partie exemptée du projet demeure entièrement exposée à l'incertitude des revenus sans contrats à long terme ou souscription réglementaire.

2.1.3.2 Entité de projet unique

En tant qu'entité de projet unique, AQUIND sera exposée à un risque à un seul actif, contrairement à RTE. Cela se traduirait par une hausse du coût de la dette ainsi que par l'espoir d'un taux de rendement plus élevé requis de la part des investisseurs en fonds propres. En raison de l'absence de souscription réglementaire pour la Partie exemptée et du fait que les rendements des capitaux propres ne sont pas non plus garantis par le régime « Cap and Floor », la réussite du projet dépendra de la capacité d'AQUIND à attirer les types d'investisseurs en fonds propres qui ont des attentes de rendements proportionnels au niveau de risque à la baisse qu'on leur demande d'assumer.

Par conséquent, le régime de régulation applicable devra tenir compte du fait qu'un taux de rendement est correctement relevé, afin de prendre en considération les coûts de financement supplémentaires auxquels AQUIND sera confrontée par rapport à une société de portefeuille réglementée comme RTE¹¹ ou le National Grid en raison de sa nature d'entité d'actifs unique, de son absence de bilan de portefeuille, ainsi que du risque d'exploitation de son actif unique dans un environnement principalement sous-marin. Respectivement, un taux de rendement supérieur auquel

¹¹ RTE s'est vu attribuer la note à long terme « A » dans le respect de ses programmes d'obligations d'entreprise (<https://www.rte-france.com/finances/financements-et-notation>)

les bénéfices doivent être partagés avec utilisateurs du réseau français doit tenir compte des taux de rendement exigés par les investisseurs en fonds propres d'AQUIND et les rémunérer de manière appropriée pour les risques qu'ils seront invités à supporter pendant la construction et l'exploitation du projet.

Par exemple, le cas du projet ATTM5, approuvé par la CRE, présente une certaine similitude à cet égard.

2.1.3.3 Exigences clés d'un régime de régulation

[REDACTED] a conclu que les fournisseurs de financement d'interconnexions se concentreront sur trois aspects essentiels du régime de régulation :

- ▶ Fermeté du chiffre d'affaires
- ▶ Certitude du recouvrement des coûts
- ▶ Clarté de la répartition des risques

Le recouvrement des coûts devient un aspect essentiel du régime d'Exemption et il devrait inclure une rémunération appropriée du risque pris par les investisseurs du projet. Comme nous l'avons vu, la fermeté des revenus n'est pertinente que pour la partie du projet assujettie au régime « Cap and Floor ». En revanche, la Partie exemptée, du point de vue économique, reposera en fait entièrement sur les capitaux propres, avec l'exposition à un risque de baisse total, y compris la part correspondante de capex (dépenses d'investissements de capital), d'opex (dépenses d'exploitation), de certaines taxes et d'autres coûts, sans qu'aucun risque ne soit attribué aux utilisateurs du réseau français.

[REDACTED]

2.2 Autres formes de partage des revenus - Fiscalité

Dans les faits, le projet AQUIND partagera les revenus du projet avec la France dès le début de l'exploitation commerciale et tout au long de sa durée opérationnelle indépendamment de l'application de toute limitation dans l'Exemption. Comme expliqué dans la Demande d'Exemption, AQUIND paiera des taxes locales substantielles d'un montant actuellement estimé à 5 M€ par an ou environ 64 M€ (en valeur actualisée au taux d'actualisation sociale de 4 %, en 2018 en termes réels) au cours de la Période d'Exemption de 25 ans.¹² La grande partie de ces taxes est basée sur la valeur du terrain et de la partie « en dur » du site de la station de conversion près de Barnabos et facturée indépendamment des revenus et des bénéfices du projet. Par conséquent, si le projet ne dégage pas

¹² Cela suppose un Taux d'actualisation sociale de 4 %, une durée de vie de 25 ans et le paiement de 5 M€ d'impôts pour chacune des années.

des revenus suffisants, le risque de payer cette taxe et de payer les coûts opérationnels incombe uniquement aux investisseurs en fonds propres.

En outre, le modèle financier montre qu'AQUIND versera un impôt substantiel sur les sociétés à l'État Français pour un montant de 80,1 m€ (valeur actualisée au taux d'actualisation sociale de 4 %, en termes réels de 2018) dans le scénario de marché. Un partage supplémentaire des recettes sur un projet qui ne reçoit aucune forme de soutien de l'État n'est, économiquement, qu'une autre forme de taxe et les deux aspects de ces contributions au public par le projet doivent être pris en compte.

2.3 Le seuil de partage des bénéfices proposé par AQUIND (2.d)

[REDACTED]

En réponse aux questions de l'Ofgem et de la CRE, AQUIND a entrepris des analyses supplémentaires pour présenter des éléments de preuve sur un taux de rendement approprié pour ce projet et proposer une série de mécanismes permettant de mettre en œuvre le partage des bénéfices pour une discussion plus approfondie avec les ARN.

La Demande d'Exemption d'AQUIND comprend une proposition volontaire pour un seuil de partage des bénéfices qui fournit un mécanisme pour partager des avantages supplémentaires avec les utilisateurs du réseau français lorsque les rendements, pour la Partie exemptée du projet, dépassent le taux de rendement prévu des investisseurs du projet. Bien qu'il existe un précédent pour le principe du partage des bénéfices dans la décision d'Exemption d'ElecLink, il y a peu d'indications quant aux motifs d'appliquer de tels seuils aux interconnexions bénéficiant d'une Exemption, aux taux de rendement à prendre en compte et à la méthodologie. Il n'existe actuellement pas de cadre juridique détaillé pour ce type de partage des bénéfices dans la réglementation européenne en ce qui concerne les interconnexions électriques et cela est d'ailleurs mentionné dans la délibération du 29 mars 2012. L'Article 63 du Règlement 2019/943 ne mentionne pas un tel mécanisme comme une exigence directe et il y a peu d'indications quant à sa mise en œuvre.

Nous ne nous attendons pas à ce que le seuil de partage des bénéfices « *porte atteinte à la concurrence ou au bon fonctionnement du marché intérieur de l'électricité, ni au bon fonctionnement du réseau réglementé auquel l'interconnexion est reliée.* », puisqu'il fournira en fait une voie de redistribution des bénéfices, et donc un surplus, aux utilisateurs du réseau français. Ce mécanisme permettrait aux consommateurs français du réseau d'avoir accès à une part des bénéfices découlant de certaines situations de marché, imprévisibles pour le moment. L'objet de ce mécanisme n'est pas d'indemniser une partie pour l'existence de l'interconnexion AQUIND. Par conséquent, il est essentiel que le mécanisme ne fonctionne pas comme un plafond sur les bénéfices et revenus d'AQUIND. Le projet nécessite des incitations adéquates pour rester opérationnel (et maximiser sa disponibilité) même dans les circonstances où ses revenus sont relativement élevés. Cela a été confirmé par les ARN dans le contexte d'ElecLink : « *Les ARN ont précisé à la Commission qu'ils considéraient qu'un plafond de profit dur (c'est-à-dire sans partage des revenus) pourrait freiner (ou supprimer complètement) les incitations à l'exploitation et à la disponibilité de l'interconnexion lorsque le plafond est atteint et que le facteur de partage incite ElecLink à maximiser la disponibilité des liens et*

AQUIND a élaboré un ensemble de scénarios potentiels sur la façon d'appliquer le seuil de partage des revenus à l'égard de la Partie exemptée de l'Interconnexion AQUIND.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]	
[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]	
[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

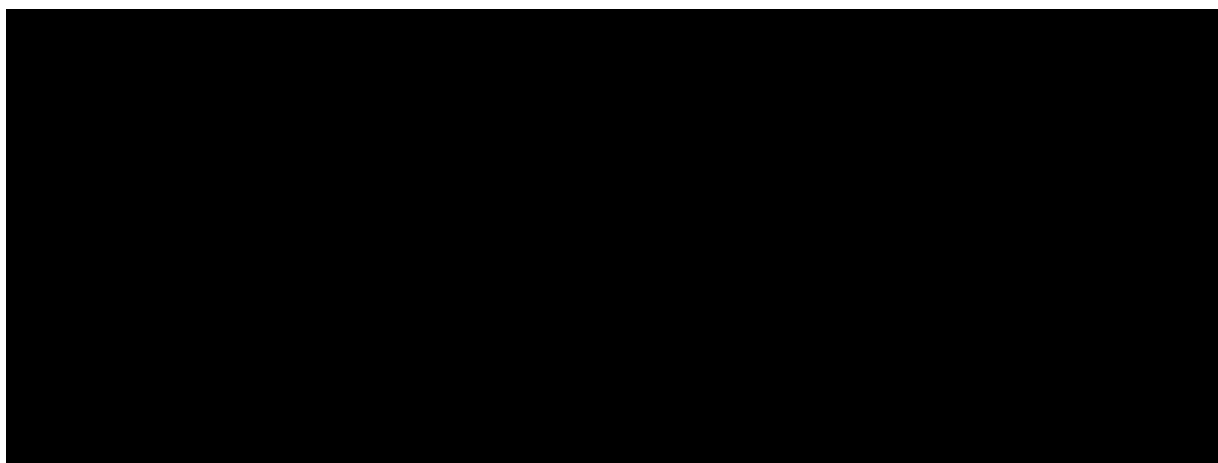
[REDACTED]		[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]		[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]
[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]



2.3.4 Mécanisme d'exploitation du seuil de partage des revenus

Le seuil de partage des revenus peut être appliqué selon les principes suivants :

- ▶ Les recettes du projet sont réparties sur la base de l'allocation proposée des coûts et des revenus (68 % pour la Grande-Bretagne et 32 % pour la France)
- ▶ Les recettes provenant des sources suivantes sont à prendre en compte :
 - Recettes tirées de la congestion
 - Marché de capacité britannique
 - Marché de capacité en France
 - Fourniture de services d'équilibrage en Grande-Bretagne
 - Fourniture de services d'équilibrage en France.
- ▶ [Redacted text block]
- ▶ [Redacted text block]

[Redacted text block]

2.4 Incidence sur les critères (b) et (f) de l'Article 63

[Redacted text block]

Pour aborder la dernière partie de la question des ARN (l'« impact sur les utilisateurs du réseau français »), nous avons examiné l'interaction entre les modalités de financement d'AQUIND et les conditions (b) et (f) de l'Article 63.

En ce qui concerne la condition (b), il est clair que sans Exemption, AQUIND ne sera pas en mesure d'évoluer avec le projet. Comme indiqué clairement dans la Demande d'Exemption d'AQUIND, il n'existe pas de régime d'investissement alternatif à la disposition d'AQUIND en France et la législation française actuelle interdit effectivement aux entités hors RTE d'exploiter et de maintenir des lignes de transmission (y compris les interconnexions). AQUIND n'a donc pas d'autre alternative pour réaliser l'investissement que de demander une Exemption pour la partie du projet située sur le territoire français.

Le rendement offert à AQUIND dans le cadre de cette Exemption devrait être proportionnel au risque auquel le projet est confronté et garantir que l'investissement puisse avoir lieu. Comme AQUIND n'aura pas de souscription réglementaire en France et offrira toutes les capacités dans des délais réglementés (c'est-à-dire pas de contrats à long terme), AQUIND fait face à des risques nettement plus grands que d'autres projets réglementés et bénéficiant d'une Exemption (tels que les interconnexions développées par RTE, et ElecLink). Le retour qu'AQUIND est autorisé à faire, y compris les limitations imposées par le seuil de partage des bénéfices pertinent, devrait donc dépasser le rendement accordé à d'autres projets réglementés ainsi qu'au projet bénéficiant de l'Exemption.

En ce qui concerne les conditions (f) (et (a), AQUIND aura l'effet suivant :

- ▶ L'Exemption est demandée dans les limites nécessaires pour permettre l'investissement,
- ▶ Elle améliore la concurrence sur les deux marchés de l'énergie, comme l'explique la Demande d'exemption,
- ▶ Elle renforce la concurrence entre les fournisseurs de capacités de transmission à la frontière franco-britannique, rendant ainsi les échanges transfrontaliers d'électricité plus efficaces,
- ▶ La réduction des recettes des autres interconnexions qui en résulte, telle qu'elle est communiquée aux ARN dans le dossier « Analyse supplémentaire_Impact d'AQUIND sur les autres interconnexions_v1_0 », n'est pas critique et largement dépassée par les surplus sociaux et économiques pour les producteurs d'énergie français,
- ▶ Les utilisateurs du réseau français bénéficieront d'avantages sociaux et économiques, d'une plus grande sécurité d'approvisionnement et d'une réduction des émissions de CO2 sans avoir à supporter les risques et les coûts du projet,
- ▶ AQUIND ne demande pas d'Exemption aux règles d'accès des tiers, ce qui lui permettrait de placer des capacités sur la base de contrats à long terme. Les échanges commerciaux se feront selon les mêmes principes et le même niveau de transparence que les interconnexions entièrement réglementées IFA et IFA2. Nous constatons que ce type de comparaison constituait un motif suffisant pour accorder une Exemption à l'Interconnexion Pi.Sa.2,
- ▶ Dans le cas où AQUIND bénéficierait de recettes exceptionnellement élevées en raison de circonstances quelconques, le mécanisme de partage des bénéfices proposé garantira que ces bénéfices, au-delà d'un certain seuil, seront redistribués aux utilisateurs du réseau en France.

3 Durée de l'Exemption (2.b)

AQUIND a demandé une Exemption pour une période de 25 ans à partir du début des opérations commerciales de l'interconnexion. AQUIND reconnaît que l'Exemption ne peut être accordée que pour « une période limitée » (Article 63(1)).

Il y a trois raisons fondamentales à la Demande d'Exemption de 25 ans :

- ▶ Cohérence avec le régime de régulation proposé en Grande-Bretagne (« Cap and Floor ») qui facilite le financement efficace du projet (p. ex. réduction des coûts de transaction et alignement de la durée de la dette), au profit des utilisateurs du réseau ;
- ▶ Cohérence avec le précédent établi par ElecLink ; et
- ▶ Réduction du risque de projet due à un amortissement plus rapide.

3.1 Cohérence des régimes de régulation et financement efficace

Une période de 25 ans correspondra à la durée du régime qui permettra au projet de soutenir son financement par emprunt, c'est-à-dire le régime « Cap and Floor » en Grande-Bretagne. En alignant la période d'Exemption sur le calendrier du régime « Cap and Floor », le projet sera en mesure d'augmenter son financement plus efficacement. En particulier, la durée constante permet d'aligner toute teneur de la dette, ce qui réduit les coûts globaux du financement. De plus, une durée uniforme réduira les coûts de transaction liés à l'arrangement du financement, puisque la partie assujettie au régime « Cap and Floor » et la Partie exemptée du projet seraient arrangés en parallèle. En outre, dans la mesure où la baisse du coût du financement augmente la probabilité que le projet dépasse les seuils pertinents, cela profitera probablement aux utilisateurs des réseaux français et britannique.

Les discussions d'AQUIND avec la communauté financière ont indiqué qu'un alignement des durées des régimes applicables aux deux extrémités de l'interconnexion serait essentiel pour assurer une solution de financement efficace, et en particulier il serait avantageux, par exemple, d'aligner la teneur de la dette émise à l'égard du projet. [REDACTED] a conclu que le régime de régulation en France doit être mis en place pour une période de 25 ans pour correspondre à la durée du régime « Cap and Floor ». Il est également conforme à la teneur prévue de la dette de financement de projet de 20 ans avec une période de sécurité allant potentiellement jusqu'à 25 ans.

[REDACTED] De même, le régime de l'OFTO au Royaume-Uni prévoit une licence d'exploitation d'une durée de 25 ans.

[REDACTED] souligne également que les investisseurs doivent s'assurer que les régimes de régulation dans les deux pays correspondent en termes de durée et restent stables au cours de cette période. [REDACTED] ses conclusions sont toujours valables pour l'examen de la Demande d'Exemption, puisque l'Exemption est nécessaire

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

pour qu'AQUIND puisse exploiter l'Interconnexion en France. Si l'Exemption est accordée pour une période plus courte et en raison de l'absence de certitude quant au régime qui sera disponible après ce point en raison de l'évolution de la réglementation et d'autres facteurs, l'Exemption ne parviendra pas à atteindre son objectif principal – fournir une voie d'investissement appropriée pour un projet qui ne peut pas progresser dans le cadre d'une voie d'investissement réglementée.

Une période d'Exemption plus courte ne permettrait pas à AQUIND d'augmenter le financement du projet, car il n'y aurait aucune certitude que le projet serait en mesure de fonctionner du tout après la fin de cette période. Respectivement, la dette devra être remboursée dans un délai plus court et les investisseurs en fonds propres devront rentabiliser leurs placements avec des taux de rendement appropriés plus tôt. En plus de ne pas permettre à AQUIND d'attirer les investisseurs, elle rendrait tout partage des recettes complètement improbable. Ce serait au détriment des utilisateurs du réseau français et britannique.

3.2 Cohérence avec le précédent

Si la durée de 25 ans demandée pour l'Exemption est conforme au précédent établi par l'Exemption ElecLink et reflète les pratiques réglementaires européennes récentes. En l'espèce, il est important de noter une fois de plus qu'AQUIND prendra des risques encore plus grands qu'ElecLink pour la Partie exemptée et, à ce titre, il n'y a aucun motif d'accorder une période d'Exemption plus courte. Ces risques pour AQUIND incluent :

- ▶ Marge d'Exemption plus étroite qu'ElecLink, y compris une plus grande exposition à l'incertitude des revenus sans contrats à long terme,
- ▶ Absence de soutien au bilan et à la colocation des actifs de GetLink et la nécessité de s'appuyer sur le financement de projets sans recours,
- ▶ Installation et exploitation de câbles marins, partie câblée généralement plus longue et topologie plus compliquée avec l'implication de deux circuits.

Un autre précédent récent d'Exemption – la deuxième Exemption pour l'Interconnexion Savoie-Piemont (Pi.Sa.2) appuie également cette position. La deuxième Exemption pour ce projet a étendu l'Exemption à l'ensemble de la partie italienne du projet. L'Exemption de Pi.Sa.2 portait sur l'utilisation des revenus et le dégroupage des Exemptions et a été accordée pendant 10 ans, compte tenu de la nature de ses modalités de financement. À notre avis, une durée d'Exemption plus courte de seulement 10 ans ne serait pas appropriée pour AQUIND du fait de la différence dans les risques auxquels sont confrontés les investisseurs, en raison de la stratégie de financement différente et en raison de la structure de propriété différente.

Tout d'abord, la Partie exemptée du projet Pi.Sa.2 a des coûts d'investissement beaucoup plus faibles qu'AQUIND, soit environ 300 M€, ce qui réduit le risque inhérent au projet. Le profil de risque des investisseurs d'AQUIND est sensiblement différent en raison de l'ampleur de l'investissement, de la concurrence accrue entre les interconnexions à la frontière France-Grande-Bretagne et de la nécessité de relever la dette de financement de projets sans recours pour une durée pouvant aller jusqu'à 25 ans. Les risques les plus faibles auxquels sont confrontés les investisseurs ont permis une durée d'Exemption plus courte pour Pi.Sa.2, mais cela ne serait pas approprié pour AQUIND.

Deuxièmement, [REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

En revanche, la stratégie de financement d'AQUIND repose sur le financement de projets par des investisseurs indépendants.

Troisièmement, depuis que la partie française de Pi.Sa. est soutenue par RTE, il n'est pas nécessaire de faire correspondre la durée des régimes de régulation des deux côtés.

3.3 Amortissement accéléré pour réduire le risque de projet

En théorie, la durée de l'Exemption pourrait couvrir toute la durée de vie technique du projet, qui devrait être de 40 ans ou plus. Toutefois, il n'est pas dans la pratique actuelle d'accorder des régimes de régulation d'une telle durée aux interconnexions électriques.

Dans le cadre du [REDACTED] AQUIND a été informé que l'amortissement du projet devrait être conforme à la période de certitude du régime réglementé, au lieu de 45 ans normalement assumés pour les infrastructures de transport réglementées en France. Cela permettrait un amortissement plus rapide du projet, ce qui réduirait le risque du projet.

En effet, la durée inférieure à 25 ans du régime d'Exemption impliquerait une période d'amortissement plus courte, qui à son tour réduirait les paiements d'impôts en France.

3.4 Impact sur la condition (f)

Comme cela est expliqué dans la Demande d'Exemption, AQUIND ne cherche pas à obtenir une Exemption relative à la dissociation (Article 43, Directive 2019/944), à l'Accès des tiers (Article 6, Directive 2019/944) ou à l'approbation des règles relatives aux coûts et à l'accès (Articles 59(7) et 60(1) de la Directive 2019/944). En effet, AQUIND envisage que l'ensemble de la capacité sera vendue via des produits concurrentiels réglementés, d'une manière compatible avec les autres interconnexions à la frontière franco-britannique et conformément à la législation en vigueur en matière d'allocation de capacité.

AQUIND ne considère pas que la durée de l'Exemption serait préjudiciable à la concurrence ou au fonctionnement effectif du marché intérieur de l'électricité, ou au fonctionnement efficace du système réglementé, comme exprimé dans le critère (f) de l'Article 63 du Règlement 2019/943, pour les raisons expliquées dans la Demande d'Exemption (Section 6.7). AQUIND ne considère pas que la période d'Exemption plus courte modifierait fondamentalement l'analyse présentée au titre du critère (f), en particulier parce que le projet ne demande pas d'Exemption des règles d'accès à des tiers. Il s'agissait là d'un argument suffisant du point de vue du respect de ce critère pour Pi.Sa.2. La construction et l'exploitation de l'Interconnexion AQUIND en tant que projet bénéficiant d'une Exemption en France permettent à la France de réaliser d'importants surplus socio-économiques, sans transmettre de coûts ou de risques aux utilisateurs du réseau français.

Au contraire, l'Exemption plus courte sera en contradiction avec les critères (a) et (f) de l'article 63, paragraphe 1, du règlement (CE) 2019/943 car elle ne permettra pas de réaliser l'investissement et les avantages du projet, notamment une concurrence accrue sur les marchés de l'énergie et entre les fournisseurs de capacité de transmission, ne seront pas réalisés.

4 Valeur résiduelle (2.c)

La valeur résiduelle potentielle d'un projet après l'expiration de l'Exemption n'est pas un critère d'examen d'une Demande d'Exemption en vertu de l'Article 63 du Règlement (CE) 943/2019. Elle n'est pas citée à l'Article 63(1) du règlement et le texte de cet article stipule clairement que seuls les effets de l'Exemption elle-même devraient être pris en considération.

Avec le niveau actuel de la technologie, une interconnexion CCHT peut avoir une durée de vie technique d'environ 40 à 45 ans. En ce qui concerne la valeur résiduelle à la fin de la Période d'Exemption, les hypothèses suivantes ont été formulées :

- ▶ Premièrement, en **termes comptables**, AQUIND a supposé que, sur la base de l'approche prudente, l'actif serait entièrement amorti à la fin de la période d'Exemption de 25 ans, conformément aux règles comptables pertinentes et à la durée proposée de l'Exemption. En pratique, il peut y avoir une certaine valeur comptable résiduelle comme les terrains, mais pour la prudence, nous avons exclu cela de notre évaluation. En termes comptables, cela implique que le projet n'aurait aucune valeur résiduelle « comptable » à la fin de la Période d'Exemption. Cela est également conforme aux directives de l'ACB (Cost Benefit Analysis, Analyse coûts-bénéfices) de l'ENTSO-E (European Network of Transmission System Operators – Electricity, Réseau européen des gestionnaires de réseau de transport - Électricité)¹⁷ qui exigent qu'aucune valeur du projet ne soit prise en considération après 25 ans.
- ▶ Deuxièmement, sur **le plan économique**, AQUIND suppose que l'actif est très susceptible de demeurer opérationnel à la fin de la Période d'Exemption. L'Interconnexion AQUIND devrait continuer à générer une valeur économique positive pour son propriétaire et pour les utilisateurs du réseau en France et en Grande-Bretagne, bien qu'il ne soit pas nécessaire de le modéliser.

Le montant de la valeur résiduelle **économique** du projet peut être estimé en tenant compte des flux de trésorerie disponibles probables que l'Interconnexion AQUIND peut rapporter entre la fin de la Période d'Exemption et la fin de sa durée de vie technique. Cette analyse couvre 15 ans entre 2049 et 2063 (tous deux inclusivement) et suppose ce qui suit :

- ▶ Les flux de trésorerie disponibles de l'Interconnexion AQUIND restent les mêmes que la moyenne gagnée entre 2044 et 2048 (à [REDACTED] M€/an pour la Partie exemptée). Nous reconnaissons qu'il est extrêmement difficile d'estimer les revenus probables à long terme d'un projet plus de 30 ans à l'avance, mais nous considérons que cette approche est conforme à l'approche d'estimation de la valeur terminale d'un actif dans le financement.
- ▶ Les coûts de déclassement sont engagés en 2063 et sont estimés à [REDACTED] pour l'ensemble du projet en termes réels.¹⁸ De ce montant, et conformément à l'évaluation de

¹⁷ 2^{ème} directive de l'ENTSO-E relative à l'Analyse coûts-bénéfices des projets de développement de réseau (septembre 2018).

¹⁸ Ceci est basé sur l'évaluation finale du projet pour l'IFA2, qui estime le DECOMMEX à 14 M€ pour la moitié britannique de la liaison 1GW. [REDACTED]

CAPEX (dépenses d'investissement de capital), [REDACTED] M€ [REDACTED] %) ont été alloués à la Partie exemptée du projet.

- ▶ Enfin, des dépenses d'investissement de capital de remplacement moyennes (« repex ») de [REDACTED] (en termes réels) sont supposées être encourues dans les années 2049 à 2063¹⁹. De ce montant, [REDACTED] M€ [REDACTED] %) ont été alloués à la Partie exemptée du projet.

Sur la base de ces calculs (résumés dans la variante de la Pièce 3, onglet « Valeur résiduelle », lignes 13 et 18), et en actualisant ces valeurs jusqu'en 2019, AQUIND estime la VAN de la valeur économique résiduelle à environ [REDACTED] M€ pour l'ensemble du projet et [REDACTED] M€ pour la Partie exemptée

Une troisième perspective est possible, en plus de la valeur comptable et économique résiduelle, à savoir la valeur résiduelle en termes de surplus socio-économiques pour la France. Pour estimer cette valeur, nous avons avancé la moyenne des 5 dernières années des estimations des bénéfices socio-économiques en France aux 15 années restantes de la vie technique du projet (c'est-à-dire de 2049 à 2063, toutes deux incluses). Sur cette base, nous estimons un surplus socio-économique résiduel de 442 à 1 023 M€ dans les trois principaux scénarios en termes de VAN. Nous fournissons une ventilation complète de l'impact de l'ACB en E (voir les trois dernières colonnes, et l'avant-dernière rangée, comprenant AQUIND, dans Tableau 5).

La Demande d'Exemption ne donne pas l'exemple de la possibilité pour AQUIND ou d'une autre partie de conserver la valeur économique générée par le projet après l'expiration de la Période d'Exemption initiale. Cela dépendrait des dispositions réglementaires en place, comme nous l'avons vu en réponse à la question distincte sur ce sujet. Aux fins de la Demande d'Exemption, cela signifie qu'AQUIND cherchera à recouvrer entièrement les coûts d'investissement initiaux du projet pendant la Période d'Exemption.

AQUIND considère que la valeur économique résiduelle (ou surplus socio-économique) du projet est très incertaine à ce stade et qu'elle pourrait aller de la valeur nulle (par exemple, si le projet est obligé de cesser de fonctionner après l'expiration de la Période d'Exemption) jusqu'à des valeurs positives (si les estimations indiquées ci-dessus se matérialisent). Il semble toutefois extrêmement improbable que la valeur résiduelle en termes économiques (ou de surplus socio-économiques) soit négative. Par conséquent, AQUIND considère que :

- ▶ Premièrement, il n'y a pas d'incidences négatives du projet sur le critère (b) ou (f) ; et
- ▶ Deuxièmement, il semble tout à fait approprié que les ARN ne tiennent pas compte de la valeur économique résiduelle lors de l'évaluation du bien-fondé de la Demande d'Exemption. Cela serait également conforme aux directives de l'ACB de l'ENTSO-E mentionnées précédemment.

Enfin, la valeur du projet après l'expiration de l'Exemption et du Cap and Floor ne sera pas prise en compte par les investisseurs du projet car il n'y a aucune certitude et aucune orientation réglementaire quant au régime qui sera disponible par la suite. AQUIND estime que, par interprétation, la valeur résiduelle du projet après l'expiration de la Période d'Exemption ne devrait pas avoir d'incidence sur l'évaluation du bien-fondé de la Demande d'Exemption.

¹⁹ Ceci est basé sur l'évaluation finale du projet pour l'IFA2, qui estime le REPEX à 14 M€ pour la moitié britannique de la liaison 1GW. [REDACTED]

Appendix A Taux de rendement des infrastructures réglementées du Royaume-Uni et de France

Analyse de KPMG - Synthèse des rendements au Royaume-Uni et en France							
Actif	Rendements des capitaux propres (réels, après impôt)	Inflation	Rendements des capitaux propres (nominaux, après impôt)	Endettement supposé	Taux de rendement « raisonnable »	Source	Lien
Actifs britanniques sans rapport avec l'Interconnexion							
OFTO	3,9 % à 5,3 %	3,00 %	8 à 12 %	66 %	Efficacement, soutenu par les Contrats pour Différence (CfD)		
Thames Tideway	8,30 %	3,00 %	11,50 %	65 %	Exposés aux risques de capex, de retard et de financement, ainsi qu'au risque <i>premier de son genre</i>		
Hinkley Point C	6,30 %	2,50 %			Le CfD garantit le prix de l'électricité à 92,50 £/MWh au prix de 2012. Exposé aux risques de capex et de retard.		
	17,10 %	2,50 %	> 20 %	65 %			
Parcs éoliens en mer	5,4 %-	2,40 %					

	9,4 %						
Heathrow T5	6,00 %	2,80 %	9 %	25 %	Modèle BAR avec exposition au risque de la demande		
L'énergie tirée des déchets	9,7 %- 12,6 %	3,00 %	13 - 16 %	70 %	Risques de disponibilité, d'approvisionnement, de contrepartie et de changement de législation, mais possibilité de s'appuyer sur des accords d'achat d'électricité à long terme		
IsFI hospitaliers	6,8 %- 9,7 %	3,00 %	10 - 13 %	90 %	Certitude élevée concernant les flux de recettes, faible risque de retards, mécanismes d'incitation		
Actifs de l'interconnexion en Grande-Bretagne							
Interconnexion NEMO (partie britannique)	8,10 %	2,90 %	11,20 %		En supposant un partage des recettes et des coûts à 50/50		
Interconnexion NSL (partie britannique)	8,00 %	2,70 %	10,90 %		En supposant un partage des recettes et des coûts à 50/50		
Interconnexion IFA2 (partie britannique)	8,10 %	3,20 %	11,60 %		En supposant un partage des recettes et des coûts à 50/50		
BritNed					Les rendements qui dépassent de plus de 1 point de pourcentage le TRI sont plafonnés.	BritNed vs ABB (2018)	Lien.
« Interconnexion » Angleterre-Ecosse					Un taux de rendement réel de 10 % sur les actifs de mise à niveau « était raisonnable ».	Ofgem (2004) Contrôle des prix de transmission et BETTA. Propositions finales et étude d'impact. ¶13.9.	Lien.
Actifs français sans rapport avec l'Interconnexion*							
ATRD5 (distribution de gaz)	4,50 %	1,33 %	5,89 %	50 %	Risque de construction limité		
ART6 (transmission de gaz)	4,80 %	1,47 %	6,34 %	50 %	Risque de construction limité		

ATS1 (stockage de gaz)	5,1 % - 5,4 %	1,55 %	9,06 %	50 %	Risque de coût et de volume très limité, mais exposition aux ventes de capacité		
ATM5 (terminal méthanier)	6,1 % - 7,4 %	1,47 %	8,98 %	50 %	Risque de construction limité, risque de retard		
Actifs de l'Interconnexion en FR							
Interconnexion IFA2 (partie FR)	4,60 %	1,65 %	6,33 %	60 %	Certains risques de construction, de disponibilité, de retard. Lié à TURPE5 avec des incitations ainsi que des sanctions.		
* Les rendements français après impôt sont basés sur le taux d'imposition de 34,4 % applicable à ce moment.							

Appendix B

Appendix C



Appendix D Pièce 3. Modèle financier AQUIND mis à jour en septembre 2020

Appendix E Calcul de l'ACB 2049 - 2063

Tableau 5 montre l'ACB en supposant que la durée de vie du projet s'étend jusqu'en 2063 (15 ans de plus par rapport à l'ACB d'origine). Nous montrons les résultats par rapport à l'ACB d'origine et la différence de résultats. L'analyse suppose que le surplus issu d'AQUIND pour la période 2049-2063 est égal à la moyenne du bénéfice au cours des cinq dernières années de l'ACB d'origine (2043-2048).

Tableau 5 Impact de l'ACB sur la prolongation de la période de prévision jusqu'en 2063

VAN en M€ à 4,0 % (réel 2018)		ACB originale			Prolongation de l'ACB (+ de 15 ans)			Différence (c.-à-d. les « bénéfices résiduels » impliqués AQUIND)		
		Scénario de marché	Commodités à prix bas	Commodités /énergies renouvelables à prix élevé	Scénario de marché	Commodités à prix bas	Commodités /énergies renouvelables à prix élevé	Scénario de marché	Commodités à prix bas	Commodités /énergies renouvelables à prix élevé
Surplus en Grande-Bretagne	Surplus net des producteurs	-2 136 €	-3 842 €	-3 068 €	-1 406 €	-4 428 €	-2 655 €	730 €	-587 €	413 €
	Surplus net des consommateurs	2 275 €	4 032 €	3 826 €	1 757 €	4 711 €	3 814 €	-517 €	679 €	-11 €
	Surplus net de l'interconnexion	-1 088 €	-770 €	-1 265 €	-1 476 €	-947 €	-1 772 €	-388 €	-177 €	-507 €
	Surplus social net	-949 €	-580 €	-507 €	-1 125 €	-664 €	-613 €	-176 €	-85 €	-106 €
Surplus en France	Surplus net des producteurs	4 418 €	8 220 €	2 023 €	3 788 €	9 279 €	457 €	-629 €	1 059 €	-1 566 €
	Surplus net des consommateurs	-2 092 €	-5 735 €	-598 €	-864 €	-6 455 €	1 112 €	1 228 €	-720 €	1 711 €
	Surplus net de l'interconnexion	-1 392 €	-1 453 €	-1 353 €	-1 761 €	-1 709 €	-1 814 €	-369 €	-255 €	-461 €
	Surplus social net	934 €	1 032 €	72 €	1 164 €	1 115 €	-245 €	230 €	84 €	-317 €
Impact sur les autres pays européens	Surplus net des producteurs	2 506 €	5 070 €	-3 040 €	1 713 €	6 025 €	-5 963 €	-793 €	955 €	-2 923 €

	Surplus net des consommateurs	-1 040 €	-4 627 €	4 858 €	529 €	-5 407 €	8 887 €	1 569 €	-780 €	4 029 €
	Surplus net de l'Interconnexion	-1 064 €	-1 078 €	-878 €	-1 395 €	-1 244 €	-1 162 €	-331 €	-165 €	-285 €
	Surplus social net	403 €	-635 €	941 €	847 €	-621 €	1 764 €	444 €	14 €	823 €
AQUIND	Recettes									
	Coûts	-1 305 €	-1 305 €	-1 305 €	-1 653 €	-1 653 €	-1 653 €	-348 €	-348 €	-348 €
	Surplus net d'AQUIND									
Variation des pertes sur le réseau	Pertes en France	-23 €	-52 €	-29 €	-30 €	-65 €	-50 €	-7 €	-13 €	-21 €
	Pertes en Grande-Bretagne	-165 €	-158 €	-108 €	-212 €	-189 €	-180 €	-47 €	-32 €	-71 €
	Pertes totales	-188 €	-210 €	-137 €	-242 €	-254 €	-230 €	-54 €	-44 €	-93 €
Sécurité de l'approvisionnement (énergie non fournie prévue)	Total	222 €	543 €	99 €	397 €	1 006 €	203 €	175 €	462 €	103 €
Surplus total en Europe	Y compris AQUIND									
Surplus total en Europe	Hors AQUIND	421 €	151 €	468 €	1 041 €	582 €	879 €	620 €	431 €	412 €